

**Zeitschrift:** Domaine public

**Herausgeber:** Domaine public

**Band:** 40 (2003)

**Heft:** 1583

**Artikel:** Le compte-rendu du débat du Grand conseil bernois sur l'abandon du berndütsch [...]

**Autor:** Pochon, Charles-F.

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1021624>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 29.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Des classements très intéressés

**Swissup vient de rendre son verdict annuel. Les universités sont notées et classées. Les étudiants deviennent des clients. Consommateurs de savoir, ils pourront choisir entre des hautes écoles en compétition, prêtes à les intégrer au monde de l'économie.**

Quelle est la meilleure université de Suisse? Comment assurer à ses enfants un avenir radieux en les plaçant entre les mains de la meilleure institution? Comment, en tant que jeune gymnasiens peut-on choisir la formation supérieure qui convienne? C'est à ce genre de questions que tentent de répondre depuis quelques années les *rankings* d'université. Si le magazine *Facts* se contente de classer globalement les universités de la meilleure à la pire, le *think-tank Swissup*, dont le *ranking* est publié par *L'Hebdo*, utilise une approche plus subtile. Ses classements sont établis au niveau des filières d'études (géographie humaine) plutôt qu'à celui des institutions, et de multiples indicateurs sont utilisés afin de cerner les différences entre universités.

Le cru 2003 du *ranking Swissup* se caractérise par une attention particulière portée aux opinions de ceux qu'il appelle les «utilisateurs finaux» du produit université, c'est-à-dire les étudiants. Les indicateurs utilisés sont construits à partir de deux sources principales: des statistiques publiques d'une part (Office fédéral de la statistique, Fonds national de la recherche scientifique), des sondages effectués auprès des étudiants d'autre part (4350 entretiens). Les statistiques permettent d'évaluer pour chaque filière son attractivité (proportion d'étudiants étrangers), son taux d'encadrement (nombre d'enseignants par étudiants) ou sa capacité à obtenir des subsides publics en matière de recherche. Quant aux sondages, ils sont censés rendre compte d'informations hautement subjectives telles que la satisfaction générale des étudiants, la qualité de l'enseignement ou la compatibilité des études avec le marché du travail. Et c'est là que le bât blesse.

## L'évaluation par les étudiants remise en question

Sur le plan méthodologique d'abord, outre l'idée contestable que la qualité est mesurable par des indicateurs quantitatifs, il semble douteux de demander à des étudiants de pre-

mier ou deuxième cycle d'évaluer les compétences de leurs professeurs dans des domaines qu'eux-mêmes ne maîtrisent pas encore. De même on ne sait pas vraiment en quoi les étudiants sont a priori les personnes les plus qualifiées pour évaluer les chances de leur formation sur le marché du travail par rapport à celles des autres universités. Plus fondamentalement cependant, il apparaît qu'une bonne part des réponses se trouvent inscrites dans les questions. Il est, par exemple, demandé d'évaluer «la promotion de la langue anglaise dans l'enseignement», «la promotion des stages en entreprise» ou encore «l'utilisation de nouvelles technologies dans l'enseignement». Ainsi, les formations qui ne répondent pas aux critères des entreprises sont disqualifiées par avance.

## Une formation adaptée au besoin de l'économie

Car le but avoué de *Swissup*, émanation des plus grandes entreprises suisses, est de favoriser la compétitivité du pays par le développement de la recherche et de la formation. Mais pas de n'importe quelle formation. Son classement peut-il dès lors être

neutre ou objectif? L'analyse des questions posées ou des indicateurs retenus laisse penser que non. Une formation bien notée par *Swissup*, c'est une formation qui favorise l'adéquation des études avec le monde de l'entreprise; ce qui n'est pas forcément ce que recherche chaque étudiant. Plus grave cependant, à long terme, est l'émergence de l'idée que les universités suisses seraient en compétition entre elles et sur un marché européen, voire international. Dès lors les *rankings* permettraient aux étudiants de faire des choix de consommateurs avertis. Ces consommateurs seraient alors prêts à payer le «juste» prix de leurs études. Coïncidence ou pas, les mêmes promeuvent les *rankings* et plaident pour une augmentation des taxes d'études.

Romain Felli

*Swissup* est soutenu notamment par Crédit suisse, Bobst, Fondation famille Sandoz, Nestlé, Logitech, Novartis, Rentenanstalt/Swiss Life

[www.swissup.com/ranking](http://www.swissup.com/ranking)

Le compte-rendu du débat du Grand conseil bernois sur l'abandon du *berndütsch* comme langue de délibération a été publié ironiquement dans un de ces dialectes par la *Berner Zeitung* du 19 novembre. Titre de l'article: *Buschparlamänt vo Waschliwil: Henusode, de rede si haut witer berndütsch im Grosse Rat*. En français, Parlement de la brousse à Waschliwil: Mon Dieu, ils continueront de délibérer en dialecte au Grand conseil. (trad. réd.) La même semaine, l'hebdomadaire de Migros *Brückenbauer* notait que le dialecte plaît pour la chanson et présentait une nouvelle star, l'Argovien Adrian Stern qui vient de sortir un premier CD, en plus des vedettes déjà populaires comme Stephan Eicher, Göla et bien d'autres. En effet, *Mundart fägt, Dialekt isch Heimet* (Le dialecte plaît, c'est la patrie.). Alors Romands, réactivez vos patois non seulement en chantant *Cé qu'è l'aino* (GE), *La fita dâo quatooze* (VD), *Le Ranz des vaches* (FR) ou la version française de la marche bernoise *Plan, plan, plan, ran, tan, plan!* cfp

## IMPRESSUM

Rédacteur responsable:  
Jacques Guyaz (jg)

Rédaction:  
Marco Danesi (md)

Ont collaboré à ce numéro:

Eric Baier  
Alex Dépraz (ad)  
Romain Felli  
André Gavillet (ag)  
Daniel Marco (dm)  
Philippe Nordmann  
Charles-F. Pochon (cfp)  
Jean Christophe Schwaab (jcs)  
Albert Tille (at)

Forum: Michel Egger

Responsable administrative:  
Anne Caldelari

Impression:  
Presses Centrales Lausanne SA

Abonnement annuel: 100 francs  
Etudiants, apprentis: 60 francs  
@abonnement e-mail: 80 francs  
Administration, rédaction:  
Saint-Pierre 1, case postale 2612  
1002 Lausanne  
Téléphone: 021/312 69 10  
Télécopie: 021/312 80 40  
E-mail: [domaine.public@span.ch](mailto:domaine.public@span.ch)

[www.domainepublic.ch](http://www.domainepublic.ch)